

Un cas sévère d'intimidation à l'École de la Découverte



par **Kristina Brazeau**

[Voir tous les articles de Kristina Brazeau](#)

Article mis en ligne le 19 novembre 2008 à 23:59

[Soyez le premier à commenter cet article](#)

Les parents d'un élève de première année de l'École élémentaire catholique de la Découverte vivent un enfer depuis le début de l'année scolaire. Leur enfant de six ans, Jérémie (nom fictif), est victime d'intimidation et d'abus physique de la part d'un élève de sa classe. «Mon enfant a reçu des coups de poing et des coups de pied dans les parties privées. Il est revenu à la maison avec des vêtements déchirés et avec de l'écriture dessus. À chaque incident, il n'y a rien dans l'agenda. L'école se ferme les yeux», explique la mère de Jérémie, qui trouve la situation inacceptable.

Les parents ont rencontré la direction de l'école à quatre reprises. Ils ont confronté la directrice, Jocelyne Lemery-Paul, au sujet du code de conduite, disponible sur le site Web de l'établissement, et où il est clairement écrit : «J'évite tout comportement violent et toute menace et acte de harcèlement sexuel et d'intimidation».

Les conséquences établies comprennent une visite chez la direction ainsi que la complétion d'une fiche de réflexion, la perte d'un privilège et la réparation du geste et, dépendamment de la nature de l'incident, l'école se réserve le droit de sauter à l'élément 4, soit une suspension interne ou externe.

Or, l'intimidateur n'a reçu qu'une seule suspension jusqu'à présent.

L'école se défend en disant qu'il y a eu un amendement à la loi sous le règne libéral et que la violence n'est plus «tolérance zéro» dans les écoles. La mère de Jérémie stipule que des documents font état qu'en Ontario, c'est la direction qui doit mettre en place des mesures pour la prévention de l'intimidation et de la violence dans l'école.

Interrogée à savoir si la violence et l'intimidation étaient encore sous la règle «tolérance zéro» dans leurs écoles, la directrice des communications du Conseil des écoles catholiques de langue française du Centre-Est (CÉCLFCE), Roxanne Deevey, répond que la situation est compliquée.

«Les perceptions entrent en jeu. Ce qu'un parent peut percevoir comme de l'intimidation peut l'être ou ne pas l'être, explique-t-elle. Nous avons mis des mesures en place mercredi dernier pour accompagner l'enfant et pour s'assurer qu'il y ait plus de surveillance et moins d'occasions d'intimidation», explique Mme Deevey, ne pouvant toutefois pas préciser la nature de ces mesures.

Pour sa part, la direction de l'école a répondu aux parents qu'un établissement scolaire sécuritaire et exempt de violence n'est pas réaliste.

«On nous a dit qu'ils ne peuvent pas toujours tout régler. Qu'il ne faut pas surprotéger notre enfant, qu'il

y allait en avoir partout (de l'intimidation et de la violence)», explique la mère de Jérémie.

Un autre incident a eu lieu la semaine dernière, alors qu'une intervenante se trouvait avec l'enfant à problèmes.

«L'école a mobilisé une personne pour cet enfant en tout temps. L'incident s'est passé à la récréation et la réponse de l'école, c'est qu'elle (l'intervenante) n'a pas été assez vite pour le suivre, indique la mère de Jérémie, visiblement dépassée par les événements. Ça ne se peut pas qu'elle était avec l'élève dans ce cas», explique-t-elle.

Un phénomène actuel

Très concernés par le problème, les parents de Jérémie ont fait des recherches sur le sujet et les statistiques le prouvent : l'intimidation est très présente dans les écoles. À l'occasion de la semaine de la prévention de l'intimidation, les parents souhaitent faire savoir aux gens, et plus particulièrement aux parents d'élèves de l'École de la Découverte, que le problème de l'intimidation est présent dans l'établissement. Les parents, qui ne peuvent tenter des poursuites légales, puisque l'enfant doit être âgé de 12 ans et plus pour recevoir des sanctions, se sont tournés vers le constable de l'école.

«Il nous a dit que l'école n'avait pas recherché ses services pour parler du problème d'intimidation cette année puisqu'il n'y en avait pas au sein de l'établissement», explique la mère de Jérémie, en ajoutant qu'elle croit que l'école ferme les yeux pour bien paraître, puisqu'elle est très bien cotée en ce qui a trait au rapport de l'Institut Fraser et aux tests provinciaux. Les parents de Jérémie avaient choisi d'envoyer leur enfant à l'École de la Découverte pour cette raison.

Les parents ont également téléphoné au conseiller scolaire Dan Boudria, qui leur a assuré un retour d'appel du Conseil. C'est finalement la direction de l'école qui a rappelé.

Ils soutiennent aussi que l'école a refusé toutes leurs demandes, soit de changer leur enfant de classe ou de placer l'intimidateur dans une classe spécialisée.

«Pourquoi cet enfant n'est pas placé dans une classe de troubles de comportement? On nous a répondu que l'école n'a pas de classe du genre et qu'il y en avait seulement trois à travers le conseil.»

La directrice des communications, Roxanne Deevey, croit qu'il faut attendre de voir si les mesures implantées vont donner des résultats.

«On essaie de répondre du mieux qu'on peut à leurs besoins et d'accompagner les élèves pour qu'ils puissent évoluer ensemble et, dans le meilleur des mondes, devenir des amis. On essaie d'intervenir par étapes, pour qu'ils soient bien encadrés», poursuit-elle.

D'autres cas d'abus physique

Ayant la chance de connaître une surveillante à l'école qui lui rapporte les événements, la mère de Jérémie ne peut pas croire que ces incidents sont tolérés. «Un enfant a été gravement blessé à l'œil. Dans une autre situation, trois surveillantes ont dû se réunir pour venir à bout d'immobiliser l'enfant. Il ne peut même plus aller aux salles de toilette seul parce qu'il a essayé de mettre la tête d'un autre enfant dans la cuvette. Il a même étouffé des fillettes», explique-t-elle.

«Attendent-ils que quelque chose de sérieux se produise», poursuit la mère de Jérémie.

Selon elle, le directeur adjoint de l'école interviendrait de six à neuf fois par jour pour cet enfant.

Les parents ne souhaitent pas changer Jérémie d'école lorsqu'un seul enfant est la cause du problème. «Ça ne devrait pas être à nous de retirer notre enfant.»

Mme Deevey assure que la directrice de l'école a à cœur le développement des enfants, elle qui possède plus de 20 ans d'expérience dans le domaine de l'éducation.

Drogue à l'école : cinquante étudiants suspendus

BRYAN MICHAUD

bmichaud@ledroit.com

Deux étudiants ont été renvoyés de leur école et une cinquantaine d'autres ont été suspendus à la suite d'une enquête d'infiltration du service de police d'Ottawa (SPO) visant à enrayer la drogue des institutions scolaires.

L'enquête du SPO, qui s'est déroulée du 3 au 14 novembre dernier, a également permis l'arrestation de quatre personnes: Spencer Hughes, 21 ans, Duy Phuong Nguyen, 18 ans, tous deux d'Ottawa, et deux autres adolescents. Ils font face à des accusations de trafic de marijuana et d'ecstasy dans ce dossier. Le SPO a également ajouté des accusations de possession de drogue, d'entrave au travail d'un policier, d'infraction sur les permis d'alcool ainsi qu'au code de la route.

«Les accusés majeurs ne vendaient pas la drogue à l'intérieur du terrain des établissements scolaires, rapporte la sergente

d'état-major du SPO, Lynne Turnbull. On ne peut pas dévoiler le nom des écoles visées, mais il y en avait plusieurs, dont quelques-unes dans l'ouest de la capitale fédérale.»

Une centaine d'avertissements

En plus des étudiants renvoyés et suspendus, une centaine d'autres ont reçu des avertissements en vertu de la loi sur le système de justice pénale pour les adolescents. Les parents des étudiants concernés ont été avisés. L'opération a permis aux agents de mettre la main sur 1800 g de marijuana, d'une valeur de 27000 \$ sur le marché noir.

Au Conseil des écoles catholiques de langue française du Centre-Est (CECLFCE) et au Conseil des écoles publiques de l'Est de l'Ontario (CÉPEO), la lutte à la drogue est prise très au sérieux. «Lorsque nous prenons un étudiant à vendre ou à consommer de la drogue, nous avons des démarches à suivre», explique Andrée Myette, porte-

parole du CÉPEO.

Un étudiant pris à vendre des stupéfiants est suspendu, parfois même avec attente de renvoi. Même la consommation de

drogue peut mener à une expulsion, en fonction du dossier de l'étudiant.

«Que ce soit pour le trafic ou la consommation, nous référons

l'étudiant à la Maison Fraternité, ajoute Roxanne Deevey, porte-parole du CECLFCE. L'élève y est envoyé pour évaluer sa dépendance.»

Saisie de 1800 g de marijuana et d'ecstasy

par **Karine Régimbald**

[Voir tous les articles de Karine Régimbald](#)

Article mis en ligne le 19 novembre 2008 à 23:59

[Soyez le premier à commenter cet article](#)

Six jeunes d'Ottawa ont récemment été inculpés pour trafic de drogue au terme d'une enquête d'infiltration de la Police d'Ottawa dans les écoles secondaires de la ville. De pair avec l'Unité des drogues, des agents de quartier accompagnés d'agents de sensibilisation scolaire du Service de police d'Ottawa se sont infiltrés dans les écoles secondaires afin de cibler les activités criminelles qui s'y déroulaient.

Au terme de cette opération, deux jeunes adultes d'Ottawa, Spencer Hughes et Duy Phuong Nguyen, âgés respectivement de 21 et 18 ans, ont été accusés de trafic de marijuana et d'ecstasy.

De plus, deux mineurs âgés de 17 ans ont été inculpés pour les mêmes raisons que les premiers, tandis que deux autres ont été accusés de trafic de marijuana.

Au total, plus de 100 étudiants ont reçu des avertissements en vertu de la Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents. Plus de 50 jeunes ont été exclus temporairement de leur école, tandis que deux étudiants ont été expulsés de façon définitive par leur établissement d'enseignement.

En tout, 1800 grammes de marijuana, d'une valeur de revente de 27 000\$, ont été saisis, en plus de comprimés d'ecstasy, d'armes et de téléphones cellulaires.

Cette opération d'infiltration s'est tenue du 3 au 14 novembre dernier. **(K.R.)**

NOVEMBER 14, 2008



Leo Guenard, 3 and a half months old, enthalls students in the Roots of Empathy program at École élémentaire catholique Ste-Anne in Lowertown. See pg. 4.

Montfort Hospital against Aviation Parkway widening

BY DESMOND DEVOY
ddevoy@thenowemc.ca

The Montfort Hospital is opposing widening the Aviation Parkway, which would accommodate the proposed Kettle Island crossing, because of the environmental impact on its facility.

The hospital's administration made the public declaration during a press conference on Wednesday, November 5th.

"The board came out against transforming the Aviation Parkway into an autoroute, a major highway," said Pierre Lefebvre, President of the Montfort Hospital's Board of Trustees, during a telephone interview from his home on the afternoon of Thursday, November 6th. "Our problem is the closeness

of the road to the hospital...If you transform that [road] into a major thoroughway, it causes us a lot of problems."

Lefebvre cited noise and air pollution and vibrations as serious impacts that increased truck traffic passing by the hospital would have on new mothers and infants in the neo-natal unit, as well as the effects on older patients.

"It's not a question of Not-In-My-Backyard, it's a question of safety," Lefebvre said. "We're there for the patients, to serve the community and [to give them] the best care possible. The best care possible includes peace and quiet."

Lefebvre was quick to point out though

— Please see **MONTFORT** on page 2

Jean to do

BY DESMOND DEVOY
ddevoy@thenowemc.ca

The final report on the future of Jean Vanier Catholic Intermediate School Vanier will recommend the school "be closed effective June 30, 2009 and enrolment be consolidated at Lester B. Pearson and Maculata High Schools, effective September 2009."

The Ottawa Catholic School Board's (OCSB) Accommodation Review Committee (ARC) presented its final report and recommendations to the Vanier community in the school gymnasium, 320 Lajoie Street, on the evening of Monday, November 3rd. It was the committee's fourth and final public consultation meeting. The report will not be presented before the Catholic school board of trustees meeting on Tuesday, November 11th, but a final verdict will not be delivered until their meeting on February 10th, 2009.

In her presentation, chair Simone Oliver, Superintendent of Special Education and Student Services for the "Immaculate and Notre Dame Family Schools," told the assembly that Jean Vanier was facing declining enrollment, from 238 students in 1999 to 160 in 2008, a drop of 33 per cent since 1999. The school's elementary feeder schools are also experiencing declining enrollment as well.

On the teaching side, the number of students per teacher at Jean Vanier is 12.53, compared to a B.C. average of 16.84 in Grades Seven and Eight programs.

6 MONTHS NO INTEREST
O.A.C.

CARPET • HARDWOOD • CERAMIC

Trillium grant to help develop French-language material for Roots of Empathy



François Drouin-Soucy, with her son Léo Guénard, are part of the Roots of Empathy program at St. Anne school.

BY JEN HOGAN
Staff Writer - The Now EMC

French Catholic school board and city officials looked on as St. Anne students sang a song of welcome to Léo Guénard and his mother, François Drouin-Soucy, in the school library.

Drouin-Soucy and Guénard are part of the Roots of Empathy program at St. Anne French Catholic School in Lowertown. November 7th was a special day for the program as officials gathered for the announcement of a grant from the Ontario Trillium Foundation.

Roots of Empathy is an

anti-intimidation and bullying program that brings mothers and infants into classrooms to help children develop emotional awareness and empathy for others.

Currently, the French Catholic school board has the program active in three elementary schools and one secondary school for grades seven and eight, said Lise Bourgeois, director of education for the French Catholic school board.

The Trillium Foundation grant is to help further develop the French language version of the program.

"The grant is to develop the Francophone materials," Bourgeois said.

She said the program was originally in English, and the teaching materials need to be translated to French.

"You can't implement something you don't understand," she said.

The differences are more than linguistic as well, said Bourgeois, as language and culture are strongly connected.

"The material has to be adjusted to speak to the French community," she said.

Roots of Empathy isn't applied across the board, said Bourgeois, because it's a demanding program that needs full support from teachers and auxiliary staff.

"It's a very asking pro-

gram," she said, adding that the mother and child visit the class 27 times during the school year, amounting to almost one visit per week.

When everyone is on board, she said, the program can be amazing.

"The principle aim of the program is creating empathy and caring among children," Bourgeois said. "It makes it more concrete what caring for others means."

During the visits from the mother and child, the students greet them, and are then given the chance to discuss what changes they can observe in the infant since the last visit. With the help of a trained instructor, they can identify and discuss the infant's emotions, and reactions. This helps students apply empathy to others as well.

"I think the benefit of the program is really being able to see other people as people," said Drouin-Soucy, who is part of the program for the first time.

November 7 was her second visit to the class with Guénard, who is three and a half months old.

Drouin-Soucy said she enjoys being part of the program and meeting the children.

"Just being able to kind of interact with the kids is amazing," she said.

She sees the program as helping students realize that everyone was an infant at some point, and had to be cared for. This empathy towards caring, she said, is often only reached by mature adults.

Guénard enjoys it as well, she said. When they arrived and he saw the students, he got excited, smiling through most of the interaction.

While Guénard loves the action and attention, said Drouin-Soucy, not all infants are so outgoing. That may, however, be a learning tool as well, she said.

"Some babies could be a little overwhelmed, though I think the children would still learn from that," she said.

SPECIALIST HIGH SKILLS MAJORS

STUDENT SUCCESS PROGRAM

Ontario high school students are now learning and earning credits in ways

you may never have imagined. With Specialist High Skills Majors—part of the Student Success Program—students can focus on a career path to match their skills and interests in sectors as diverse as health and wellness, landscaping, construction, and business, to name just a few. By making courses more relevant to students, kids get a better understanding

of a subject because they learn it in a real work environment. Each major is a

bundle of 8 to 10 courses, part of the overall 30 credits needed for graduation. Students learn on the job with employers as well as in school. At graduation, they receive a specially designated diploma. To learn more about Specialist High Skills Majors and other programs like Dual Credits and Expanded Co-op, contact your school or visit ontario.ca/studentsuccess.

ASK YOUR CHILD

"WHAT DID YOU DO AT SCHOOL TODAY?"

AND YOU MIGHT BE SURPRISED AT THE ANSWER.



ontario.ca/studentsuccess

Ontario

Paid for by the Government of Ontario

Don't Forget



Remember them when planning your estate

The Ottawa Humane Society has established our Pet Stewardship Program to take the worry out of your pet's future. This program was created to ensure that your pet is cared for in a loving home in the event of your death or inability to provide care to your best friend.

725-3166 ext 268



Ottawa Humane Society
www.ottawahumane.ca

Jeux vidéo : «les jeunes aiment l'action, pas la violence»

[Marie-Eve Morasse](#), Technaute.ca

20 novembre 2008 | 08 h 23

Les jeunes qui jouent à des jeux vidéo le font pour relaxer, oublier leurs problèmes, mais rarement pour le seul plaisir de jouer à des jeux violents.

C'est une des conclusions à laquelle en sont arrivés Lawrence Kutner et Cheryl Olson, chercheurs à l'École de médecine de Harvard, qui ont mené une vaste enquête à la fin de 2004 pour déterminer les habitudes des jeunes en matière de jeux vidéo.

Ils ont publié ce printemps leurs résultats dans un livre appelé «[Grand Theft Childhood](#)» et sont venus les partager au Sommet du jeu vidéo qui s'est tenu à Montréal cette semaine.

Ils ont notamment découvert que la plupart des jeunes ont déjà joué à des jeux vidéo qui sont destinés à des adultes avertis.

Chez les garçons, le jeu «Grand Theft Auto» remportait la palme des jeux les plus populaires, tandis qu'il arrivait deuxième chez les filles, qui lui préféraient «The Sims».

En lisant les questionnaires remplis par 1250 jeunes âgés entre 12 et 14 ans, les chercheurs ont découvert que leurs raisons pour jouer à des jeux vidéo sont variées. La violence est rarement nommée.

Comme facteur qui les faisait revenir à un jeu, les enfants ont mentionné le plaisir qu'ils avaient à jouer, les choses qu'ils y apprenaient ou encore la compétition qu'ils y retrouvaient.

Mais le quart de ces jeunes jouaient aussi pour oublier leurs problèmes, passer leur agressivité ou encore se sentir moins seuls. Lorsque les jeux vidéo sont utilisés à ces fins de manière modérée, il s'agit d'un effet bénéfique trop souvent oublié, dit Cheryl Olson.

«J'aime mieux voir un jeune qui se sent seul jouer à des jeux vidéo que de le voir boire», dit-elle.

Les jeunes à qui on a demandé ce qu'ils ne voudraient pas que leurs jeunes frères ou soeurs voient dans les jeux vidéo avaient, étonnamment, les mêmes préoccupations que leurs parents à leur égard.

La violence n'était pas au centre de leurs préoccupations. Lawrence Kutner souligne que les jeunes savent que la violence qu'ils voient dans les jeux est déconnectée de ce qui arrive dans le monde réel.

«Ils s'inquiétaient beaucoup plus du langage utilisé dans les jeux vidéo, comme les sacres. Ils savent que c'est quelque chose qui peut être transposé dans la vraie vie», dit-il.

La sexualité dans les jeux vidéo était également une préoccupation des jeunes, timides quand venait le temps de parler des baisers que s'échangent certains personnages de jeux.

Les chercheurs croient qu'avec le temps, les jeux vidéo deviendront moins violents et plus

subtils.

«C'est comme les films : les poursuites policières sont faciles à tourner, mais les gens recherchent souvent plus que ça», dit Lawrence Kutner.

Copyright © 2000-2008 Cyberpresse Inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés.



Thursday » November
20 » 2008

U of O scientist honoured for arthritis research

Doctor acknowledged for ensuring equity in medical treatment

Katie Daubs

The Ottawa Citizen

Thursday, November 20, 2008

A scientist at the University of Ottawa was honoured last night as Canada's health researcher of the year for his ongoing work to ensure rich and poor alike are served in the best way possible by the medical community.

In his early career, Dr. Peter Tugwell treated cholera and rabies in a Nigerian mud hut; now he's "growing old" with his arthritis research patients in Canada.

"I love arthritis," he said. "You really get to know your patients."

Last night, he was given the Canadian Institute of Health Research Michael Smith Prize, named for the late Nobel Prize winner, Dr. Michael Smith. The prize is given to a "world-class" researcher for "innovation, creativity and dedication" and comes with funding for research deemed "critical" by a selection panel.

"I think they must have made some mistake," Dr. Tugwell said. "It's very unusual for people to support this kind of research. I think it's fantastic."

Dr. Tugwell's research evaluates the usefulness of "interventions" (such as hip replacements) for disadvantaged groups, so they can be better served by the health system. He says some interventions don't work as well for all segments of society, because some people don't benefit from proper support afterward.

He says Canada does well when it comes to the health of "average Canadians," but when it comes to looking after disadvantaged groups such as aboriginals, Canada falls behind other countries.

Hip replacements, a big breakthrough for improving quality of life, are, on the whole, offered to more rich, well-off men than any other group in society, he said.

"What one needs to do is have a quality assurance program that makes sure one is getting to those disadvantaged groups, and that there is a gender balance," he said.

The 64-year-old holds the Canada Research Chair in Health Equity at the University of Ottawa, is the principal scientist at the university's Institute of Population Health, and is a senior scientist at the Ottawa Health Research Institute.

He runs an arthritis practice, and devotes half his time to researching arthritis and the other half of his time to researching health equity.

Dr. Tugwell is a member of the Cochrane Collaboration, a global network of volunteers who evaluate 3,500 different health interventions to determine if they do more good than harm.

"Only a proportion do," he said. "I want every single one of them to have another box saying if it works for the poor or disadvantaged."

Dr. Tugwell is of English descent, was born in Egypt, and grew up all over the world as a military brat, he said.

After graduating from medical school at the University of London with a specialization in internal medicine, he moved to Nigeria with his wife, Jane, who is a nurse.

They came to Canada in 1975, when Dr. Tugwell became the chief resident in internal medicine at McMaster University. He and his wife moved to Ottawa in 1991.

© The Ottawa Citizen 2008

CLOSE WINDOW

Copyright © 2008 CanWest Interactive, a division of [CanWest MediaWorks Publications, Inc.](#). All rights reserved.
CanWest Interactive, a division of [CanWest MediaWorks Publications, Inc.](#). All rights reserved.



November 20, 2008

School pained by flag desecration

Mideast conflict rears head as Palestinian student tears up Israeli flag

By BETH JOHNSTON, SUN MEDIA

A long-standing Middle Eastern conflict manifested itself at a Bells Corners high school Tuesday when a Palestinian girl ripped an Israeli flag.

An upset student, who witnessed the incident just before the lunch bell rang at 11:45 a.m., ran to the Bell High School office to tell staff what she saw.

"A student took offence to a flag being hung from an area they believe doesn't exist," vice-principal Darryl Kicul said yesterday.

The school spent several hundred dollars -- raised at a student-run multicultural show -- buying flags to represent the nationality of every student and staff member to hang in the auditorium.

One-third of the school's 940 Grade 9-12 students don't speak English as their first language. School administration and staff, who pride themselves on the ease with which the diverse student body interacts, were deeply hurt by the flag desecration, Kicul said.

"This is not who we are," he said.

'THAT WAS LOW'

Students were also unimpressed.

"That was low," said Grade 12 student Adam Ali.

"I wouldn't want anyone ripping down my country's flag."

A visibly upset mother of two of the school's Jewish students took it upon herself to go see the school principal yesterday after her son came home and told her what happened.

Because the Jewish population of the school is so small -- fewer than half a dozen children -- she sees it as a personal attack and she fears for her children's safety.

"My son said they were clapping," said the woman, who wished not to be identified.

Principal Bruce Whitehead said he thought about calling the Jewish students' parents after it happened, but decided not to. Instead, he posted a reference to the incident and his disappointment in it on his blog yesterday.

"As a school, we will continue to discourage intolerance, encourage acceptance and insure the safety and understanding for everyone," he wrote.

Students were excited to see the flags go up just before Remembrance Day, Kicul said.

"There is a great deal of upset and dismay that this has happened."

Staff aren't sure yet if they'll suspend any of students involved. Ottawa police were called to the school Tuesday, but staff don't anticipate any criminal charges will be laid.

The parents of the girl who ripped the flag spent the better part of the afternoon yesterday in the principal's office. An Ottawa-Carleton District School Board multicultural liaison officer sat in on the meeting to translate English to Arabic.

"This was a teenager who used very bad judgment. It certainly doesn't represent the population," Kicul said.

"This is an issue of character."

canoe network ... **cnews****OTTAWA
SUN**

November 20, 2008

Charges in school sweep

By **SUN MEDIA**

A two-week drug sweep of Ottawa's high schools netted more than 100 people -- but only a handful have been charged, police said.

The undercover investigation wrapped up Nov. 14 and focused on criminal activity in the area of the schools.

Police said more than 100 students were given warnings, another 50 were given suspensions. Police also made sure the youths' parents were informed.

Four males, including two minors, were nabbed for trafficking. Two other teens were charged with possession, obstructing policing and other offences.

Police said during the two-week project, about 1,800 grams of marijuana were seized with an about street value of \$27,000. Police said they also seized ecstasy tablets, weapons, cellphones and cash.

Ottawa residents Spencer Hughes, 21, and Duy Phuong Nguyen, 18, face drug trafficking charges. The minors charged can't be identified because of the Youth Criminal Justice Act.

canoe network ... **cnews**

November 20, 2008

Queen's tackles 'dialogue'

By THE CANADIAN PRESS

KINGSTON -- A student leader at Queen's University says a pilot program promoted as a tool to help students embrace diversity is not "thought-policing."

Student union president Talia Radcliffe says there are no coercive or punitive aspects to the three-month-old Intergroup Dialogue Program.

According to the university's official newspaper, the program has trained six student facilitators to spot "spontaneous teaching moments" around race, gender and sexual orientation issues involving students in residences.

Radcliffe says the facilitators use those moments as platforms to spur reflection and debate with students.

However, an editorial in the campus newspaper warns facilitators might risk hostility or stifle discussion if they intervene in chats among peers.

Deadline set for teachers' pay hike

TORONTO — The 73,000 elementary teachers in Ontario's public schools must accept a 12% pay hike over four years by the end of this month or they'll see that offer reduced to 4% over two years, Premier Dalton McGuinty warned yesterday.

The offer would see the top salary for elementary teachers grow to \$94,000, but McGuinty said it would expire Nov. 30, and school boards would then be given only 2% more to negotiate deals with teachers' unions.

"There's no extra money," McGuinty said. "I think we've all got to keep in mind what's happened to our economy."

"If we're able to land those kinds of agreements with the overwhelming majority of the sector, then I would appeal to those who have yet to see things the way that everybody else is to come to the table. Let's get this done."

The Elementary Teachers' Federation of Ontario said the Nov. 30 "artificial deadline" was accepted only by teachers at Catholic and French schools in Ontario when they reached so-called framework agreements.

"If they chose on Nov. 30 to remove supports for public elementary students in this province, then the responsibility is theirs, not ours," federation president David Clegg said.

— The Canadian Press